



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 19 – Edition du 16 février 2023

1

BULGARIE

- ❖ Croissance du PIB de 1,4 % en 2023 selon la Commission européenne
- ❖ Baisse de 0,2% en g.a. du nombre de personnes employées en décembre 2022 et hausse de 17% en g.a. du salaire brut moyen au T4 2022.
- ❖ Hausse annuelle de 2,1 % de la production industrielle en décembre 2022
- ❖ Indépendance du pays dans le domaine du nucléaire
- ❖ Développement du transport ferroviaire urbain de la ville de Plovdiv
- ❖ Recours contre la Vision stratégique pour le développement du secteur de l'énergie de la République de Bulgarie 2023-2053

CHYPRE

- ❖ La Commission européenne a relevé sa prévision de croissance en 2022 à 5,8%
- ❖ Le déficit du commerce extérieur atteint 7,03 Mds€ sur l'ensemble de l'année 2022, en hausse de 33,1% sur un an
- ❖ Le stock d'investissements étrangers atteint 375,3 Mds€ en 2021, en baisse de 24,8 Mds€ par rapport à 2020
- ❖ Ouverture d'un nouveau bureau à Chypre par Wrike, société technologique américaine proposant des logiciels pour la gestion de projet et le travail collaboratif
- ❖ Approbation par la Conseil des Ministres du projet pour le développement d'une marina à Paphos

GRECE

- ❖ La Commission européenne anticipe que la croissance en Grèce devrait rester supérieure à la moyenne de la zone euro et de l'UE en 2022, 2023 et 2024
- ❖ En janvier 2023, le montant total des titres grecs détenus par la BCE s'est élevé à 37,760 Mds€, sur un total de 1 661 Md€.
- ❖ Un arrêt de la Cour de cassation hellénique permet dorénavant aux sociétés de recouvrement de dettes (servicers) de mener des saisies immobilières à l'égard des débiteurs en rupture de paiement.
- ❖ Depuis septembre 2021, la Grèce a mobilisé 9,5Mds€ pour contenir la facture énergétique des consommateurs (ménages et entreprises), soit 5,2% de son PIB et 898€/habitant
- ❖ Quatre nouveaux projets PPP de 527 M€ ont été approuvés lors de la dernière réunion Commission interministérielle des PPP

ROUMANIE

- ❖ Le PIB roumain a enregistré une croissance de +1,1 % au quatrième trimestre
- ❖ L'Inflation ralentit au mois de janvier, à +15,1 % en un an
- ❖ Le déficit courant roumain s'est largement creusé en 2022
- ❖ La Production Industrielle recule en décembre, pour le quatrième mois consécutif
- ❖ Le spécialiste roumain de la construction Bog'art va moderniser les aéroports de Cluj-Napoca et de Satu Mare.

LE TABLEAU DE LA SEMAINE

LES PREVISIONS D'HIVER DE LA COMMISSION EUROPEENNE

Prévisions hiver 2023 Commission européenne	Croissance (%)			Inflation (%)		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Bulgarie	3,9	1,4	2,5	13	7,8	4
Chypre	5,8	1,6	2,1	8,1	4	2,5
Grèce	5,5	1,2	2,2	9,3	4,5	2,4
Roumanie	4,5	2,5	3	12	9,7	5,5
Zone Euro	3,5	0,9	1,5	8,4	5,6	2,5

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Croissance du PIB de 1,4 % en 2023 selon la Commission européenne. Selon [les prévisions d'hiver](#) de la Commission européenne, le PIB bulgare croîtrait de 1,4 % en 2023, après 3,9 % en 2022. L'inflation (indice des prix à la consommation harmonisée en moyenne annuelle) diminuerait de 13 % en 2022 à 7,8 % en 2023 en raison de la baisse des prix de l'énergie mais l'inflation dans le domaine des services persisterait. Compte tenu de la pénurie de main d'œuvre, les salaires continueraient à augmenter fortement et à soutenir la consommation des ménages. La hausse des exportations devrait ralentir par rapport à 2022 tandis que l'accélération de l'absorption de fonds européens, notamment au titre du PNRR, soutiendrait l'investissement. La croissance du PIB de 3,9 % en 2022 est due à la hausse des exportations et aux augmentations des salaires et des transferts sociaux qui ont compensé l'inflation, selon la Commission européenne.

Baisse de 0,2% en g.a. du nombre de personnes employées en décembre 2022 et hausse de 17% en g.a. du salaire brut moyen au T4 2022. Selon [les données préliminaires de l'INS](#), le nombre de personnes employées dans les secteurs privé et public en décembre 2022 a baissé de 0,2 % par rapport au même mois de l'année précédente (soit de 5 600 personnes en valeur absolue). La plus forte diminution du nombre d'employés a été observée dans les activités économiques Construction (-3,1 %) et Production et distribution d'énergie électrique, thermique et de combustibles gazeux (-2,3 %). La plus forte augmentation a été enregistrée dans les Opérations dans l'immobilier (+5,7 %) et Création et distribution d'information et télécommunications (+5,4 %). Le salaire moyen s'est élevé à 960,7 EUR au quatrième trimestre 2022 (soit une hausse annuelle de 17 %), avec de fortes disparités selon les secteurs d'activité (de 2258,4 EUR dans la Création et distribution d'information et télécommunications à 556,3 EUR dans l'Hôtellerie et restauration) et les villes (de 1314,5 EUR à Sofia à 632 EUR à Blagoevgrad).

Hausse annuelle de 2,1 % de la production industrielle en décembre 2022. Selon [les données préliminaires](#) de l'Institut national statistique (INS), l'indice de la production industrielle en décembre 2022 a augmenté de 2,1 % par rapport au même mois de l'année précédente. Une hausse annuelle de 10,8 % a été enregistrée dans l'industrie manufacturière et de 1,8 % dans l'industrie minière. En revanche, la production industrielle a diminué de 28,6 % en g.a. dans la production et la distribution d'électricité et d'énergie thermique et de gaz. L'indice de la production industrielle en décembre 2022 a diminué de 0,8 % par rapport à novembre 2022. Une baisse de 26,8 % par rapport au mois précédent a été enregistrée dans la production et la distribution d'électricité et d'énergie thermique et de gaz. La production dans l'industrie minière a augmenté de 10 % en g.m. et dans l'industrie manufacturière de 2,6 % en g.m.

Enjeux sectoriels et thématiques

Avis du ministre de l'Énergie sur l'indépendance du pays dans le domaine du nucléaire. D'après [le ministre de l'Énergie](#) Rossen Hristov, l'électricité produite par la centrale nucléaire de Kozloduy (KNPP) en 2022 est de 16 TWh, soit 30 % de la consommation du pays. Il considère que la Bulgarie est encore dépendante de la Russie dans le domaine du nucléaire et qu'il faut du temps pour parvenir à une diversification complète du secteur. Selon Hristov, l'exploitation de la centrale sera entravée en cas d'imposition de sanctions à l'énergie nucléaire russe. La position du ministre est en ligne avec celle du Président Roumen Radev, qui a récemment [annoncé](#) à Bruxelles (avant sa participation à la réunion extraordinaire du Conseil européen) que la Bulgarie ne pourrait pas accepter l'adoption d'un nouveau paquet de sanctions contre le combustible nucléaire civil russe et que, si nécessaire, le pays opposerait un veto. La sécurité nucléaire, le traitement du combustible usé et des déchets radioactifs ainsi que le manque de cadres qualifiés dans le secteur de l'énergie nucléaire ont été évoqués lors de [la conférence de presse](#) du 9 février de l'Agence bulgare pour la sécurité nucléaire (BNRA).

Développement du transport ferroviaire urbain de la ville de Plovdiv. Le ministère des Transports et de la communication [travaille activement](#) pour le développement du transport ferroviaire urbain de la ville de Plovdiv compte tenu de l'augmentation de sa population et des investissements réalisés, selon le Vice-premier ministre et ministre des Transports et des Communications Hristo Alexiev. Plusieurs projets sont en cours de préparation au titre du programme opérationnel de connectivité des transports 2021-2027 dont la construction de tronçons ferroviaires reliant la gare de Plovdiv avec celles de la région (projet estimé à 198 M BGN), la construction de ponts, le développement du système de signalisation ERTMS, la construction d'une ligne ferroviaire entre la gare de Krumovo et l'aéroport de Plovdiv (44 M BGN).

Recours contre la Vision stratégique pour le développement du secteur de l'énergie de la République de Bulgarie 2023-2053. Greenpeace Bulgaria a porté un recours devant la Cour administrative suprême contre la décision par laquelle le Conseil des ministres a adopté la Vision stratégique pour le développement du secteur de l'énergie de la République de Bulgarie 2023-2053 (pour rappel, le document n'a pas été validé par l'Assemblée nationale) et réclame son annulation. Parmi les raisons évoquées par l'organisation environnementale figurent les données mal interprétées des analyses du marché de l'énergie, l'absence générale de stratégie pour le développement des sources renouvelables et le manque de transparence. Greenpeace Bulgarie reproche l'absence d'une analyse des coûts des investissements prévus.

Chypre

Macroéconomie et finances

Dans ses [prévisions économiques d'hiver](#), la Commission européenne a relevé sa prévision de croissance du PIB en 2022 pour Chypre à 5,8% (contre 5,6% à l'automne et 3,5% en zone euro). La demande interne a soutenu l'activité sur les trois premiers trimestres (+6,1% en g.a.), notamment grâce à une bonne performance de l'emploi et au soutien des autorités face à la hausse des prix énergétiques. Les exportations de services ont été gonflées par une saison touristique très réussie, s'approchant des niveaux pré-crise sanitaire en termes d'arrivées (80%) et de recettes (90%), tandis que l'installation d'entreprises étrangères a boosté les exportations de services professionnels (audit, comptabilité, avocat). La Commission revoit également à la hausse sa prévision de croissance pour 2023, à +1,6% contre +1,0% à l'automne (et +0,8% en zone euro). Cette révision découle d'une amélioration du sentiment économique en janvier, mais aussi de meilleures perspectives pour les partenaires économiques de l'île qui alimentent les exportations touristiques. L'indexation automatique des salaires à hauteur de 50% de l'inflation, qui concerne une petite partie de la population, soutiendra également la consommation. A l'inverse, le ralentissement de la croissance s'explique par l'inflation persistante (+4,0% attendue en 2023 après +8,1% en 2022) et le resserrement de la politique monétaire qui se poursuivra en 2023.

Le [déficit du commerce extérieur](#) atteint 7,03 Mds€ sur l'ensemble de l'année 2022, en hausse de 33,1% sur un an. Selon les données provisoires de CYSTAT, les exportations de biens, principalement orientées vers des pays hors-UE, ont progressé de +23,8% en g.a. mais restent relativement faibles en absolu, à 4,18 Mds€. Les importations, majoritairement en provenance de l'UE, ont également crû fortement (+29,5% à 11,20 Mds€). Sur le seul mois de décembre, les importations ont augmenté de +10,6% à 800 M€, tandis que les exportations progressent de +68,1%, à 590,5 M€.

[Selon le dernier rapport de la Banque Centrale de Chypre sur l'investissement étranger](#), le stock d'investissements étrangers à Chypre atteint 375,3 Mds€ en 2021¹, en baisse de 24,8 Mds€ par rapport à 2020. Les principaux instruments d'investissement demeurent les prises de participation en action, qui composent près de 84% du stock des IDE entrants, et sont majoritairement concentrés dans les services financiers et d'assurance. La Russie se positionne comme le premier investisseur étranger, détenant un stock d'IDE de 120,4 Mds€ (32,1% du stock total), contre 66,5 Mds€ pour le Luxembourg (17,7%), 10,8 Mds€ pour les Pays-Bas (2,8%), 8,3 Mds€ pour l'Allemagne (2,2%) et 6,2 Mds€ pour le Royaume-Uni (1,6%). En outre, ces pays se positionnent également comme les premiers bénéficiaires des investissements chypriotes à l'étranger (367,0 Mds€, en baisse de -31,2 Mds€). Le stock d'IDE chypriote en Russie atteint ainsi 125,5 Mds€ en 2021, devant le Royaume-Uni (15,2 Mds€), le Luxembourg (13,1 Mds€), les Pays-Bas (12,8 Mds€) et l'Allemagne (12,2 Mds€). Le stock net d'IDE

¹ Les montants élevés d'IDE à Chypre (le stock d'IDE entrants est équivalent à environ 15 fois le PIB du pays) est lié au poids des Special Purposes Entities (SPE) sur l'île. Il s'agit d'entreprises considérées comme résidentes mais dont l'implantation physique est faible, étant principalement motivée par l'accès à des avantages juridiques et fiscaux concernant les mouvements financiers transfrontaliers. La majorité des SPE à Chypre sont utilisées comme des véhicules de financement servant de transit pour le compte d'une société-mère. Lorsque les flux d'investissement sont corrigés de l'impact de ces dernières (i.e. en les considérant comme non-résidentes et les excluant de fait des statistiques sur l'investissement étranger), le stock d'IDE entrants tombe à 46,2 Mds€ seulement (-88% par rapport au stock incluant les SPEs), et surpasse largement celui des IDE chypriotes à l'étranger (20,9 Mds€), lui aussi réduit de plus de 94%.

chypriotes (IDE chypriotes à l'étranger – IDE entrants) est enfin négatif à hauteur de -8,3 Mds€, contre -1,9 Mds€ en 2020.

Enjeux sectoriels et thématiques

Ouverture d'un nouveau bureau à Chypre par Wrike, société technologique américaine proposant des logiciels pour la gestion de projet et le travail collaboratif. Au total, 150 employés devraient ainsi être relocalisés à Nicosie. [Saluée par Invest Cyprus fin janvier](#), cette décision a été motivée par les avantages compétitifs de Chypre. L'agence de promotion des investissements étrangers sur l'île a également annoncé [l'installation de l'entreprise israélienne i-BrainTech](#), qui propose des solutions de pointe pour l'entraînement cérébral des athlètes. Ces mouvements s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'attractivité mise en place par les autorités chypriotes via le Business Attraction Plan, qui comporte notamment des incitations fiscales et un accompagnement personnalisé via Invest Cyprus. L'objectif demeure de faire de Chypre un « hub technologique » en Méditerranée Orientale.

Le ministre délégué au Tourisme a [annoncé à la presse](#) l'approbation par le Conseil des Ministres du projet pour le développement d'une marina à Paphos. Outre la marina, le projet sera également constitué d'un complexe résidentiel et commercial incluant un hôtel et une jetée pour les bateaux de croisière de luxe. Cette dernière servira à l'accueil de navires de croisière d'une longueur maximale de 220 mètres. Le projet, dont de plus amples informations seront dévoilées aux investisseurs intéressés en 2024, sera encadré par les autorités locales et le Conseil de planification urbaine.

Grèce

Macroéconomie et finances

Dans ses [Prévisions économiques de l'hiver 2023](#), la Commission européenne anticipe que la croissance en Grèce devrait rester supérieure à la moyenne de la zone euro et de l'UE en 2022, 2023 et 2024. Selon le rapport, l'économie grecque a enregistré une croissance solide au cours du premier semestre 2022, mais la hausse de l'inflation a pesé sur la croissance au cours du second semestre. Le mécanisme de relance et de résilience (RRF) a apporté un soutien notable à l'économie et les mesures gouvernementales ont réduit l'impact des prix de l'énergie sur les coûts des intrants des entreprises et le revenu réel disponible des ménages, précise la Commission. Plus particulièrement, la croissance devrait atteindre 5,5% en 2022, 1,2% en 2023 et 2,2% en 2024, contre une croissance de la zone euro de 3,5% en 2022, 0,9% en 2023 et 1,5% en 2024 et une croissance de l'UE de 3,5% en 2022, 0,8% en 2023 et 1,6% en 2024. Les prévisions de la Commission concernant la croissance de l'économie grecque sont revues légèrement à la baisse pour 2022 (par rapport aux Prévisions de novembre qui anticipaient une croissance de 6 % pour 2022) et légèrement à la hausse pour 2023 et 2024 (1 % et 2 % respectivement lors des prévisions précédentes). Quant à l'inflation, elle devrait s'élever en Grèce à 9,3 % en 2022 pour reculer à 4,5 % en 2023 et à 2,4 % en 2024. Pour la zone euro, la Commission estime l'inflation à 8,4 % en 2022, à 5,6 % en 2023 et à 2,5 % en 2024. Dans l'UE, l'inflation est anticipée à 9,2 % en 2022 et devrait reculer à 6,4 % en 2023 et à 2,8 % en 2024. Pour rappel, les prévisions du

Gouvernement selon la loi de finances 2023 : Croissance : +5,6% en 2022 ; +1,8% en 2023 / Inflation : 9,7% en 2022 et 5% en 2023.

En janvier 2023, le montant total des titres grecs détenus par la BCE s'est élevé à 37,760 Mds€, sur un total de 1661 Md€, selon les dernières données de la [BCE](#), les achats nets dans le cadre du Programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) ayant diminué au cours des deux derniers mois (décembre 2022 – janvier 2023) de 1,847 milliard d'euros. La BCE a interrompu les achats nets d'obligations dans le cadre du PEPP depuis fin mars 2022, mais prévoit que les liquidités issues de l'arrivée à échéance des titres détenus dans le cadre du PEPP seront réinvestis jusqu'à la fin 2024, avec notamment pour objectif de limiter l'élargissement des écarts entre les rendements des obligations des pays du Sud et des obligations allemandes. Sur la base des chiffres publiés, parmi les pays du Sud, seule l'Italie a bénéficié de cette disposition au cours des deux derniers mois, les achats nets d'obligations italiennes ayant augmenté de 631 M€. En revanche, comme dans le cas de la Grèce, les achats nets de titres espagnols et portugais ont diminué de 1,382 Md€ et de 516M€ respectivement. En revanche, les achats nets d'obligations françaises et allemandes ont augmenté de 2,093 Mds€ et de 593 M€ respectivement.

Un arrêt de la Cour de cassation hellénique, rendu début février à une large majorité (56-9), permet aux sociétés de recouvrement de dettes (servicers) d'engager des saisies immobilières à l'égard des débiteurs en rupture de paiement. La décision qui clarifie un sujet en débat depuis plusieurs mois réduit en fait le pouvoir de négociation des débiteurs vis-à-vis de ces fonds, dans la mesure où si les débiteurs ne parviennent pas à un arrangement de paiement, ils se verront confrontés à une procédure de saisie de leurs biens immobiliers. D'après les dernières données de la Banque de Grèce, le montant des prêts non performants gérés par les sociétés de recouvrement s'élève à environ 87 Mds€, dont 32,3 Mds€ de prêts aux entreprises, 12,2 Mds€ de prêts professionnels et 42,1 Mds€ de prêts aux ménages (18,16 Mds€ des prêts à la consommation et 23,9 Mds€ des prêts hypothécaires).

Enjeux sectoriels et thématiques

Depuis septembre 2021, la Grèce a mobilisé 9,5 Mds€ pour contenir la facture énergétique des consommateurs (ménages et entreprises), soit 5,2% de son PIB et 898€/habitant, selon [Bruegel](#), un think tank pro-européen basé à Bruxelles. Ceci place le pays à la 8ème place du classement européen. Bruegel estime que l'ensemble des pays européens ont, depuis septembre 2021, alloué et affecté un total de 792 Mds€ afin de protéger leurs consommateurs (681 Mds€ par les 27 États-membres, 103 Mds€ par le Royaume-Uni et 8,1 Mds€ par la Norvège). L'Allemagne est en tête du classement avec 268Mds€ (7,5% du PIB), suivi par la France qui a alloué 91,2 Mds€ (3,7% de son PIB).

Quatre nouveaux projets PPP de 527 M€ ont été approuvés lors de la dernière réunion Commission interministérielle des PPP, présidée par [le Vice-ministre du développement et de l'investissement, Nikos Papathanasis](#). Les projets sont les suivants :

- Conception, financement, construction et gestion technique du réseau d'irrigation d'Almopao
- Mise en œuvre du réseau d'irrigation d'Yperia, Larissa - Orfanos, Karditsa
- Rénovation totale de l'ancien dortoir des étudiants du campus polytechnique de Zografou
- Réhabilitation, modernisation et entretien de l'axe ferroviaire de la Grèce du Nord (481.763 mètres)

Roumanie

Macroéconomie et finances

Le PIB roumain a enregistré une croissance de +1,1 % au quatrième trimestre. L'économie roumaine demeure dynamique au quatrième trimestre et enregistre une [croissance économique provisoire de +1,1 %](#) par rapport au trimestre précédent. Un léger ralentissement de la croissance est observé par rapport aux trois derniers trimestres, mais la Roumanie devrait se démarquer au sein de l'Union Européenne, dont la croissance devrait stagner au T4 (+0,0 %). En 2022, le PIB roumain a, selon les premières estimations, progressé de +4,8 %. La Commission européenne a par ailleurs revu à la hausse sa prévision de croissance pour le pays en 2023, de +1,8 % à +2,5 %.

L'inflation ralentit au mois de janvier, à +15,1 % en un an. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a [poursuivi sa progression \(+0,3 %\)](#) au mois de janvier. Le reflux du prix des produits non-alimentaires (-1,0 %), qui profite notamment de la baisse des prix de l'énergie, n'a pas suffi à compenser les hausses des prix des produits alimentaires et des services. En g.a, l'IPC a progressé de +15,1 % et décélère pour le deuxième mois consécutif. L'inflation est désormais principalement portée par la hausse du prix des produits alimentaires, qui atteint +22,5 % en un an, soit le plus haut niveau observé depuis l'apparition des tensions actuelles sur les prix.

Le déficit courant roumain s'est largement creusé en 2022. La Roumanie a enregistré, en 2022, le plus important déficit courant de son histoire. Il a progressé de +52,1 %, pour [atteindre -26,6 Mds EUR](#). Le déficit commercial atteint -19,8 Mds EUR, en raison de la dégradation continue du déficit de la balance des biens, malgré la progression de l'excédent de la balance des services (+33,1 %, à +12,5 Mds EUR). Par ailleurs, le déficit de la balance des revenus primaires a connu une forte progression (+79,6 %) et s'élève désormais à -8,7 Mds EUR. Enfin, les Investissements Directs à l'Étrangers ont progressé de +19,7 %, pour atteindre 10,7 Mds EUR.

Enjeux sectoriels et thématiques

La Production Industrielle recule en décembre, pour le quatrième mois consécutif. En décembre 2022, l'Indice de Production Industrielle (IPI) [a diminué de -1,6 %](#) par rapport au mois de novembre, en valeur ajustée. En baisse depuis 4 mois, la production industrielle roumaine a été pénalisée par les prix élevés de l'énergie et des intrants de production ainsi que par la réduction de la demande, en anticipation du ralentissement actuel de l'économie mondiale. En 2022, l'IPI a ainsi diminué de -1,8 % par rapport à 2021, notamment en raison de la forte baisse de la production énergétique (-8,4 %).

Le spécialiste roumain de la construction Bog'art va moderniser les aéroports de Cluj-Napoca et de Satu Mare. Bog'art vient de remporter des contrats portant sur la [modernisation de deux aéroports roumains](#). Le premier, d'un montant de 64 M EUR, prévoit la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de Satu Mare ainsi que l'extension du terminal existant, des pistes et des plateformes d'embarquement. Le second contrat, d'un montant de 46,0 M EUR, porte sur l'agrandissement du terminal des départs de l'aéroport de Cluj-Napoca, le deuxième plus important du pays. Ces investissements dans les infrastructures de transport aérien étaient prévus dans le PNRR. Le second projet sera d'ailleurs financé, à hauteur de 60 %, par des fonds européens.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr